

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le [cf. Date de signature]

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TOYOTA BOSHOKU**

Zone Industrielle de la Renaissance  
BP 67  
59490 SOMAIN

Références : 2022-V1-478  
Code AIOT : 0007004622

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement TOYOTA BOSHOKU implanté Zone Industrielle de la Renaissance BP 67 59490 SOMAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOYOTA BOSHOKU (TBSO)
- Zone Industrielle de la Renaissance BP 67 59490 SOMAIN
- Code AIOT : 0007004622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

TBSO, filiale de la société TOYOTA, est implantée dans la zone industrielle de la Renaissance sur le territoire de la commune de Somain. Le site est implanté depuis 1979 sur la zone industrielle.

La société TBSO est autorisée par arrêté préfectoral du 30/01/2019 à poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de mousse de polyuréthane pour sièges automobiles. Elle fabrique également des pavillons de toit, des filtres à air à habitacle et des boîtiers de ventilation. Enfin, elle effectue le montage des filtres à air moteur.

Le site est globalement soumis à autorisation pour la rubrique 3410.h : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose. La quantité maximale de mousse polyuréthane fabriquée est de 9,6 t/j.

Le site est également soumis à déclaration pour les activités de transformation de polymères, de stockage de polymères et pour les installations de charges d'accumulateur, de combustion, de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air et d'application de colle ou autres produits.

Le site dispose d'une TAR d'une puissance de 92 kW. Le site relève donc de la déclaration pour la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE et il se doit de respecter l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite du 1/12/2021,
- prévention de la légionellose.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Données générales des installations / Pretataires	Autre du 07/09/2022	/	Sans objet
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.1.a) de l'annexe 1	Observation	Sans objet
3	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10 alinéa 1 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
4	Surveillance de l'exploitation – personne responsable installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 alinéa 1 de l'annexe 1	Observation	Sans objet
5	Connaissances des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
6	AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a) alinéa 2 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
7	entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.c) alinéa 1 à 3 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
8	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2 b de l'annexe 1	Fait susceptible de suite/Observation	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Traitement préventif – biofilm / légio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2.b) alinéa 1 de l'annexe 1	/	Sans objet
10	Nettoyage préventif de l'installation – nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2.c) alinéa 1 de l'annexe 1	Observation	Sans objet
11	Nettoyage préventif de l'installation – jet d'eau sous pression	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2.c) alinéa 2 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
12	Surveillance de l'installation – point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b) alinéa 1 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
13	repérage du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b) alinéa 2 de l'annexe 1	/	Sans objet
14	Surveillance de l'installation – modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b) alinéa 4 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
15	Surveillance de l'installation – norme	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.d) alinéa 1 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
16	Surveillance de l'installation – transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.e) de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
17	Dépassement de 100 000 UFC/l – information / arrêt	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.a) alinéa 1 de l'annexe 1	Observation	Sans objet
18	Dépassement de 100 000 UFC/l – rapport d'incident	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.e) de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Résultat entre 1000 et 100 000 UFC/L – Résultats à disposition	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2.c) de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
20	Dénombrement impossible – flore interférente – nouveau prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.3.a) de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
21	Dénombrement impossible – flore interférente – nouveau prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.3.c) de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
22	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2 de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet
23	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V de l'annexe 1	Fait susceptible de suite	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fortement amélioré son suivi administratif de son installation.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données générales des installations / Pretataires

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 07/09/2022	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données générales des installations / Pretataires	
<b><u>Données générales des installations</u></b>	
Désignation des circuits	PRESSE
Nombre de TAR	1
Circuit du type	
• circuit fermé	<input type="checkbox"/>
• circuit non fermé	<input checked="" type="checkbox"/>
Désignation des TAR	TAR PRESSE
Puissance thermique évacuée (kW)	92
Type d'usage	Refroidissement de 3 machines d'injection plastique, de l'atelier pavillon de toit et de l'atelier CAF (unité de découpe au jet d'eau – filtre d'habitable).
Origine eau d'appoint	Eau de ville
Traitement eau d'appoint	adoucisseur

Fonctionnement du circuit	Continu
Période de Fonctionnement	/
Arrêt annuel	Oui
Si oui dates de la période	3 semaines en août
Délai avant arrêt en cas de [Lp] > 100 000 UFC/L	immédiat
Date de mise en service	2011

**Prestataires/Sous-traitants :**

Société en charge du traitement :

BWT

103 rue Charles Michels

93206 SAINT DENIS Cedex

Société en charge des prélèvements/analyses :

CERECO

Parc d'activité Jean Monnet Ouest

Avenue Jean Monnet

59111 LIEU SAINT AMAND

Société en charge de la maintenance des installations :

Suivi technique des adoucisseurs : BWT

Nettoyage annuel de la tour : BWT, mais sous traité à NTR, 4 rue Jean Jaurès – 62260 AUCHEL

Suivi technique de la TAR : suivi interne

Produits utilisés dans l'installation –information de l'exploitant :

Jusqu'au 17/08/2022

- CS 1003 MB : inhibiteur de corrosion – biodispersant asservi à l'eau d'appoint,
- CS 3001 : biocide organique non oxydant, injecté les lundi, jeudi et samedi à 8h,
- et CS 3002 : biocide organique non oxydant, injecté le lundi à 8h.
- CS 4001 : biodispersant (choc),
- CS 3018 : biocide à base de peroxyde d'hydrogène (choc).

Depuis le 18/08/2022 :

- CS 1003 MB : inhibiteur de corrosion – biodispersant asservi à l'eau d'appoint,
- CS 3010 : biocide non oxydant, injecté les lundi, jeudi et samedi à 8h,
- CS 4001 : biodispersant (choc),
- CS 3018 : biocide à base de peroxyde d'hydrogène (choc).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.1.a) de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Observation n°1 : L'exploitant est invité à réfléchir à l'exposition au panache de dispersion de ses employés au vu de l'ouvrant situé à proximité et aux actions qui peuvent être mises en œuvre pour réduire ce risque, par exemple la condamnation de la porte concernée. Fait susceptible de suite n°1 : Le rejet d'air potentiellement chargé d'aérosols est effectué au droit d'un ouvrant.  <u>Constats 2022</u> Par courriel du 8/2/2022, l'exploitant a indiqué qu'un cadenas a été installé sur la porte et que l'accès à cette porte est réservé au personnel formé. Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que la porte est cadenassée. Une gamme de contrôle (GU 002) prévoit la vérification journalière de la présence du cadenas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10 alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°18 : Un bidon de produits CS 3002 dépassait de la rétention et celui-ci nécessite d'être stocké sur rétention. Observation n°6 : L'exploitant justifiera de l'adéquation du volume de la rétention avec le volume des contenants stockés. Un carton de produit périmé en mars 2020 était stocké.  <u>Constats 2022</u> L'Inspection a observé les stockages présents au niveau de l'injection des produits de traitement de la TAR. Une rétention de 200 L était associée à un stockage de 80 L. Les contenants des produits injectés (60 litres) sont chacun associés à une rétention de 70 L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Surveillance de l'exploitation – personne responsable installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation – personne responsable installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Observation n°2 : il conviendra de formaliser la nomination du responsable de la surveillance de l'exploitation de l'installation dans un document propre.  <u>Constats 2022</u> Par courriel du 14/09/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection la fiche de fonction de M. L. Il y est stipulé qu'il est « responsable de la surveillance et de l'exploitation de la tour aéroréfrigérante ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Connaissances des produits, étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissances des produits, étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°17 : L'étiquetage n'est pas présent sur les récipients des produits qui sont injectés.  <u>Constats 2022</u> Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits suivants et les fiches techniques correspondantes ont été tenues à la disposition de l'Inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- CS 1003 MB,</li><li>- CS 3010,</li><li>- CS 4001,</li><li>- CS 3018.</li></ul> Les récipients contenant le produit à injecter (pas le contenant d'origine) disposent d'un étiquetage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : AMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a) alinéa 2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AMR
<b>Prescription contrôlée :</b> L'AMR analyse de façon explicite [...] <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat 2021</u>  Fait susceptible de suite n°2 : Il est demandé à l'exploitant de confirmer ou infirmer le changement de stratégie de traitement. Si un changement de stratégie de traitement a en effet eu lieu, il est demandé à l'exploitant de fournir la révision de l'AMR élaborée dans le cadre de ce changement de stratégie.</p> <p><u>Constat 2022</u>  Une AMR a été réalisée le 24/04/2022.  Suite à un nouveau changement de stratégie de traitement depuis le 18/08/2022, l'exploitant a procédé à une commande d'une nouvelle AMR le 13/09/2022 (pour une livraison le 14/11/2022).  <b>Observation n°1 : La nouvelle AMR sera adressée à l'Inspection dès réception.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : entretien préventif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.c) alinéa 1 à 3 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien préventif
<b>Prescription contrôlée :</b> Renseignement du carnet de suivi indiquant les mesures d'entretien préventif réalisées
<b>Constats :</b> <p><u>Constat 2021</u>  Fait susceptible de suite n°4 : le carnet de suivi n'est pas renseigné par les mesures d'entretien préventives réalisées.</p> <p><u>Constat 2022</u>  Un classeur a été tenu à la disposition de l'Inspection au niveau de l'injection des produits de la TAR comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les opérations de maintenance,</li> <li>- les opérations d'entretien préventif (gamme GU02 journalière et gamme GU12 hebdomadaire),</li> <li>- les dates prévisionnelles de prélèvement pour recherche de Légionelles (et dates réelles avec signature du préleveur),</li> <li>- les dates des analyses BWC et signature du technicien,</li> <li>- les dates de nettoyage de la tour,</li> <li>- les feuillets travaux.</li> </ul> </p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2 b de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat 2021</u></p> <p>Observation n°3 : Dans ce document, des incohérences apparaissent sur les quantités injectées pour le traitement préventif pour les produits CS 3001 et 3002.</p> <p>L'exploitant mettra à jour ses documents en cohérence avec la réalité.</p> <p>Fait susceptible de suite n° 3 : Au vu des différents documents présentés et transmis, le plan d'entretien ne contient pas les informations suivantes ou de façon partielle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ justification du choix des produits de traitement utilisés</li> <li>✓ leurs caractéristiques)</li> <li>✓ au regard des paramètres de l'installation (matériaux, volume)</li> <li>✓ au regard des conditions d'exploitation</li> <li>✓ au regard des caractéristiques physico-chimiques de l'eau à traiter (qualité de l'eau d'appoint, température, pH)</li> <li>✓ au regard de la compatibilité des molécules entre elles,</li> <li>✓ les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de la tour et les valeurs de concentration de ces rejets</li> </ul> <p><u>Constat 2022</u></p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une lettre de BWT du 25/08/2022 ayant pour objet « Stratégie de traitement, compatibilité produits et certificat de conformité de programme de traitement du système de refroidissement ». Celle-ci contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de la stratégie de traitement ,</li> <li>- la modalité d'utilisation des 3 produits utilisés en fonctionnement normal (fréquence et quantité sans indication des jours et horaires d'injection ),</li> <li>- une justification du choix d'un biocide non oxydant (BNO).</li> </ul> <p><b><u>Observation n°2 : la justification de l'utilisation d'un BNO doit être développée. Il convient de justifier qu'aucune autre stratégie alternative n'est possible.</u></b></p> <p>Par courriel du 16 septembre 2022, l'exploitant a transmis un document BWT nommé « Cahier de système de refroidissement : Stratégie et procédures » du 2/01/2021. Il contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la compatibilité des molécules entre elles (BWT CS-1003 MB, BWT CS-3010, CS 4001 et CS 3018),</li> <li>- les produits de décomposition du CS 3010.</li> </ul> <p>Par courriel du 4 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection une lettre de BWT avec pour objet « Stratégie de traitement, et produits de dégradations ». Il contient :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la stratégie de traitement et modalité d'utilisation des produits utilisés en fonctionnement normal (fréquence et quantité avec indication des jours et horaires d'injection),</li> <li>- les produits de décomposition du CS 3010.</li> </ul> <p><b>Observation n°3 : la justification du choix de produits de traitement est à développer au regard des paramètres de l'installation (volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau à traiter (qualité de l'eau d'appoint, température, pH).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Traitement préventif – biofilm / légio

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2.b) alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement préventif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué utiliser les produits suivants dans le cadre du traitement préventif de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CS 1003 MB : inhibiteur de corrosion – biodispersant,</li> <li>- CS 3010 : biocide organique non oxydant.</li> </ul> <p>La fiche technique du produit CS 1003 MB indique que le CS 1003 MB contient un agent tensioactif efficace sur le biofilm.</p> <p>La fiche technique du produit CS 3010 indique que le CS 3010 a une efficacité contre la légionelle. Dans sa FDS, il est indiqué pour la fonction ou catégorie d'utilisation : Biocide (Traitement des circuits de refroidissement).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Nettoyage préventif de l'installation – nettoyage annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2.c) alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nettoyage annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats 2021</u></p> <p>Observation n°4 : L'exploitant s'assurera d'enregistrer systématiquement les actions préventives et/ou correctives dans le carnet de suivi.</p> <p><u>Constats 2022</u></p> <p>Dans le classeur tenu à la disposition l'Inspection au niveau de l'injection des produits de la TAR, le nettoyage annuel de la TAR est indiqué (17/08/2022 par NTR).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Nettoyage préventif de l'installation – jet d'eau sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I 2.c) alinéa 2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, jet d'eau sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°5 : Il n'existe pas de procédure spécifique en cas d'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage.  <u>Constats 2022</u> Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure HSE.PR.018 du 9/9/2022 intitulée « utilisation d'un jet haute pression pour le nettoyage ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Surveillance de l'installation – point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b) alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pertinence du point de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°8 : Le choix du point de prélèvement est peu pertinent (en amont du process sur le départ d'eau froide, trop éloigné de la pulvérisation).  <u>Constats 2022</u> L'exploitant a défini un nouveau point de prélèvement (avant la pulvérisation) qui semble pertinent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : repérage du point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b) alinéa 2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, repérage du point de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité

de l'exploitant.
<b>Constats :</b>
Le point de prélèvement ayant changé, celui-ci n'était pas indiqué au bon emplacement le jour de la visite. Par courriel du 14/09/2022, l'exploitant a adressé à l'Inspection des photographies montrant l'indication du point de prélèvement au bon emplacement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Surveillance de l'installation – modalités de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b) alinéa 4 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, modalités de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en oeuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse.
<b>Constats :</b>
<u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°7 : Le délai de 48 heures entre le traitement biocide non oxydant et le prélèvement n'est pas respecté.
<u>Constats 2022</u> Tous les prélèvements ont été réalisés le mercredi après 8 h. Le délai des 48 heures est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Surveillance de l'installation – norme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.d) alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation – norme
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats sont présentés selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). [...]
<b>Constats :</b>
<u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°6 : Le carnet de suivi ne contient pas le suivi des analyses de légionelles, mais uniquement le dernier résultat d'analyse.
<u>Constats 2022</u> Le carnet de suivi disponible en version électronique sur le réseau dispose de toutes les analyses de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Surveillance de l'installation – transmission des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.e) de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation – transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission des résultats à l'inspection des installations classées : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°9: La transmission pour les prélèvements de juin et juillet 2021 n'a pas été réalisé sous un mois.  <u>Constats 2022</u> La vérification a porté sur l'année 2022. La transmission a été réalisée sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Dépassement de 100 000 UFC/l – information / arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.a) alinéa 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, information / arrêt – contenu télécopie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : " Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ". Ce document précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coordonnées de l'installation ;</li> <li>- la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li> <li>- la date du prélèvement ;</li> <li>- les actions curatives et correctives mises en oeuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li> </ul> En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en oeuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Observation n°5 : Le contact DREAL sera à mettre à jour et il faudra ajouter l'adresse générique de l'UD (ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr) en cas d'absence de la personne référente DREAL.  <u>Constats 2022</u> L'adresse générique de l'UD a été ajoutée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 :** Dépassement de 100 000 UFC/l – rapport d’incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.e) de l’annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rapport d’incident
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d’exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats 2021</u>          Fait susceptible de suite n°10 : Cet élément ne figure pas dans la procédure [mise à jour du tableau de suivi des dérives].</p> <p><u>Constats 2022</u>          Cet élément a été intégré à la procédure HSE.PR.013 en page 4.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 :** Résultat entre 1000 et 100 000 UFC/L – Résultats à disposition

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2.c) de l’annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultats à disposition
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.
<b>Constats :</b> <p><u>Constats 2021</u>          Fait susceptible de suite n°11 : La mise à jour du tableau de suivi des dérives n’est pas prévue dans le procédure.</p> <p><u>Constats 2022</u>          Cet élément a été intégré à la procédure HSE.PR.013 en page 4.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 :** Dénombrement impossible – flore interférente – nouveau prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.3.a) de l’annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nouveau prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> L’exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l’analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d’actions curatives, afin d’assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l’eau du circuit.

<b>Constats :</b>
<u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°12 : Néanmoins, dans la réalité, l'exploitant ne réalise pas immédiatement un nouveau prélèvement. Lors de l'étude du prélèvement du 21 avril 2021 pour lequel le dénombrement de <i>Legionella Pneumophila</i> a été rendu impossible à cause de la présence de flore interférente, l'exploitant n'a pas procédé immédiatement à un nouveau prélèvement.
<u>Constats 2022</u> Le respect de cet article ne pourra être vérifié que si une nouvelle analyse rendant impossible le dénombrement de légionelles a lieu. Néanmoins, dans le cas où un laboratoire ne pourrait pas intervenir pour réaliser un prélèvement, 8 personnes sur site ont été formées au prélèvement. Les attestations de formation de YRET Solution du 1/09/2022 ont été tenues à la disposition de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 21 : Dénombrement impossible – flore interférente – nouveau prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.3.c) de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nouveau prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021</u> Fait susceptible de suite n°13 : La nouvelle analyse n'est pas prévue dans la procédure.
<u>Constats 2022</u> Cet élément a été intégré à la procédure HSE.PR.013 en page 6.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 22 : Carnet de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carnet de suivi /annexes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions</li> </ul>



de mise en oeuvre) ;

- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi :
- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

#### **Constats :**

##### Constats 2021

Le carnet de suivi a été complété depuis avril 2021.

Fait susceptible de suite n°14 : Une absence de remplissage du carnet de suivi est visible entre juin 2015 et avril 2021.

Le carnet de suivi est présent sur site, mais il n'est pas complet.

Fait susceptible de suite n°15 : L'exploitant dispose de documents individuels et non en format carnet de suivi et annexes.

##### Constats 2022

Le carnet de suivi est complété régulièrement par l'exploitant.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection :

- la gamme GU12 hebdomadaire (relevé du compteur). Par courriel du 14/09/2022, l'exploitant a fourni les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement depuis début 2022.
- la consommation de chaque produit utilisé depuis début 2022 (courriel du 14/09/2022).
- le document « PFUS » (plan d'action) inclut les dérives constatées pour la *Legionella Pneumophila* et les actions engagées,
- le document « suivi des opérations de maintenance ou suite aux dérives » pour les autres indicateurs et actions,
- le document « liste des modifications apportées aux installations (courriel du 14/09/2022).

Les documents (annexes) sont disponibles sous une arborescence électronique nommée « TAR ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 23 : Bilan annuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V de l'annexe 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan annuel

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi

que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en oeuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

**Constats :**

Constats 2021

Fait susceptible de suite n°16: L'exploitant ne réalise pas de bilan annuel.

Constats 2022

Le bilan annuel a été reçu par l'Inspection le 23/02/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet